



ASSOCIATION L'ARC EN CIEL
Association Loi 1901
N° Siret : 43269123600017
7 avenue Bernadotte, 64110 Jurançon
secretariat.jearcenciel@gmail.com

Communiqué de presse n°2

Résumé

L'établissement L'Arc-En-Ciel fait part qu'il ne pourra malheureusement pas ouvrir ses portes aux élèves de classe maternelle à la rentrée 2024-2025 comme il en avait l'intention (voir le communiqué de presse du 20 juin 2024). L'association s'est vue contrainte de prendre cette décision ce vendredi 16 août en accord avec les familles. L'arrêté préfectoral de fermeture de sa classe élémentaire CP/CE1 en juillet 2024 a été la cause du départ de la moitié des familles, entraînant une situation ne permettant plus à l'école d'être financièrement viable et d'offrir aux enfants la qualité pédagogique qui fait son succès depuis 43 ans. L'école vient ce 16 août également d'introduire un recours auprès du tribunal administratif de Pau pour excès de pouvoir.

Procédure

Notre communiqué de presse rédigé en date du 20 juin 2024 dénonçait déjà la chronologie pour le moins particulière de la procédure ainsi que l'absence de dialogue constructif avec la tutelle Education Nationale pourtant sollicitée, sans succès, à plusieurs reprises.

L'établissement rappelle que suite à la 1ère inspection reçue en avril 2023, il a pris acte des mises en demeure reçues le 5 juin 2023 et immédiatement procédé à différents ajustements. L'école a parallèlement plusieurs fois écrit à l'Education nationale pour qu'un certain nombre de points soient clarifiés. Nombre de rapports exhaustifs ont été remis aux services académiques. Il n'a jamais été répondu à aucun d'entre eux.

Après seulement 15 jours de classe à la rentrée de septembre 2023, soit 34 jours ouverts après la réception du premier rapport, une deuxième inspection inopinée de 8 heures eut lieu dans des conditions éprouvantes tant pour les enfants que les équipes de l'école.

Contrairement à ce que mentionnent les rapports reçus, les deux inspections n'ont pas eu lieu lors de journées représentatives, mais lors de journées particulières de fêtes de saison, incluant la présence des parents et veille de vacances pour la 1ère.

L'établissement n'avait été destinataire d'aucun rapport suite à la deuxième inspection lorsqu'elle reçut un appel du commissariat de police 6 mois plus tard, le 27 mars 2024, sur demande expresse de la préfecture annonçant une potentielle fermeture administrative totale et définitive de l'établissement.

Or la classe maternelle, classe sous contrat d'association avec l'Etat depuis 2015 jusqu'en août 2023, n'avait jamais fait l'objet de mise en demeure depuis sa création. L'établissement a mis en avant l'illégalité de la volonté de fermeture administrative de cette classe de la part des services académiques et préfectoraux, et dénoncé le surcroît de pression ainsi généré sur les 3 derniers mois du temps scolaire 2023/2024.

Liberté pédagogique

L'établissement dénonce les conditions extrêmement difficiles d'exercice de la liberté pédagogique en France, pourtant théoriquement autorisée. Il a pour sa part fourni une documentation de plus de 400 pages d'éléments de preuve touchant tous les domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture. Cela a été complété par de nombreux témoignages de soutien reçus de la part d'élus et partenaires locaux, de directions d'établissements scolaires accueillant depuis des décennies les élèves sortant de l'école, de parents d'élèves actuels et d'anciens parents. Bon nombre d'anciens élèves se sont également manifestés pour communiquer leur reconnaissance envers l'éducation reçue. L'établissement a fourni aux services de la préfecture les preuves de réussite tant d'intégration sociale que du niveau scolaire des élèves sortant de sa classe élémentaire inspectée en avril 2023 comme aussi de celles des promotions précédentes. En quoi l'école aurait-elle donc failli à son devoir de transmission des valeurs républicaines et d'acquisition du socle commun de compétences?

Jurançon, le 22 août 2024